



Aurillac, le 7 février 2022

Objet : lancement de la programmation Fonds Cantal Solidaire 2022-2024.

Madame le Maire, Monsieur le Maire,

Dans le cadre du Projet pour le Cantal 2021-2030, le Conseil départemental réaffirme son rôle clef dans la solidarité territoriale. Les 14 et 15 décembre derniers, les conseillers départementaux ont décidé de consacrer plus de 33 millions d'euros à l'accompagnement des projets communaux et intercommunaux sur la période 2022-2027.

Cette somme est répartie en 4 fonds distincts :

- le Fonds Cantal Innovation, organisé en appels à projets pour répondre à des besoins spécifiques,
- le Contrat Cantal Développement, contrat unique en faveur des EPCI (des projets communaux structurants à l'échelle intercommunale pourront y être inscrits),
- le Fonds Cantal Ville, dédié aux communes de plus de 3 000 habitants,
- le Fonds Cantal Solidaire, contrat unique en faveur des communes de moins de 3000 habitants et syndicats d'eau et d'assainissement. Le contrat est établi pour une durée de trois ans : 2022 – 2024 puis 2025 – 2027. La programmation des dossiers 2022-2024 du Fonds Cantal Solidaire est lancée. La date limite de remise des dossiers est fixée au **31 mars 2022**.

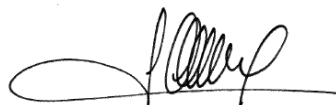
Afin de simplifier vos démarches et d'accélérer le traitement des dossiers, nous vous proposons un dépôt des demandes de subvention dématérialisé, au moyen d'un e-formulaire. Vous pouvez à tout moment le modifier et apporter vos pièces justificatives en ligne.

Le e-formulaire est disponible via le lien suivant : <https://demarches.adullact.org/commencer/fonds-cantal-solidaire-2022-2024>

Les services du Département sont mobilisés pour vous aider à réaliser ces démarches. Pour toute précision ou question concernant le suivi de vos dossiers, vous pouvez adresser vos demandes à l'adresse mail territoires@cantal.fr ou contacter votre interlocuteur habituel qui vous guidera.

Je vous prie de croire, Madame le Maire, Monsieur le Maire, à l'assurance de ma considération distinguée.

Le Président du Conseil départemental,



Bruno FAURE

Memento pour les communes de plus de 1 000 habitants (base population INSEE simple compte)



CRITÈRES (ÉLIGIBILITÉ OU INÉLIGIBILITÉ) :

- ✓ Les projets éligibles peuvent concerner : voirie, bâtiments publics, aménagement des espaces publics, eau potable, assainissement.
- ✓ Projets non éligibles : dépenses courantes, dépenses de fonctionnement, matériel roulant, acquisitions foncières, lotissements, opérations qui bénéficient déjà d'une subvention du Conseil départemental.
- ✓ Le taux de subvention du Conseil départemental ne peut dépasser 30%.
- ✓ Taux de subvention applicable aux projets d'eau et d'assainissement : se reporter au document «Dispositif d'accompagnement du Conseil départemental dans le domaine de l'eau potable et de l'assainissement».
- ✓ Montant prévisionnel des travaux : \geq à 5 000 € H.T.
- ✓ Travaux réalisés en interne : seules les dépenses HT d'achats de matériaux sont éligibles.



CONSTITUTION DU DOSSIER :

- ✓ **E-formulaire à remplir via le lien suivant :** <https://demarches.adullact.org/commencer/fonds-cantal-solidaire-2022-2024>
- Pièces à joindre :
 - ✓ délibération décidant le projet et précisant son plan de financement
 - ✓ note de présentation et de motivation du projet (1 page)
 - ✓ devis descriptif (impératif pour les dossiers déposés au titre du FCS 2022) ou estimation financière (pour les dossiers déposés au titre des FCS 2023 et 2024)
 - ✓ plan cadastral (bâtiments) ou plan de situation (voirie et infrastructures)
 - ✓ pour l'eau et l'assainissement :
 - . délibération justifiant d'un prix eau et/ou assainissement facturé à l'utilisateur supérieur à 1,65€ TTC/m³ sur la base d'une consommation-type de 120m³/an
 - . échéancier indicatif de réalisation
 - . cahier des charges et proposition retenue

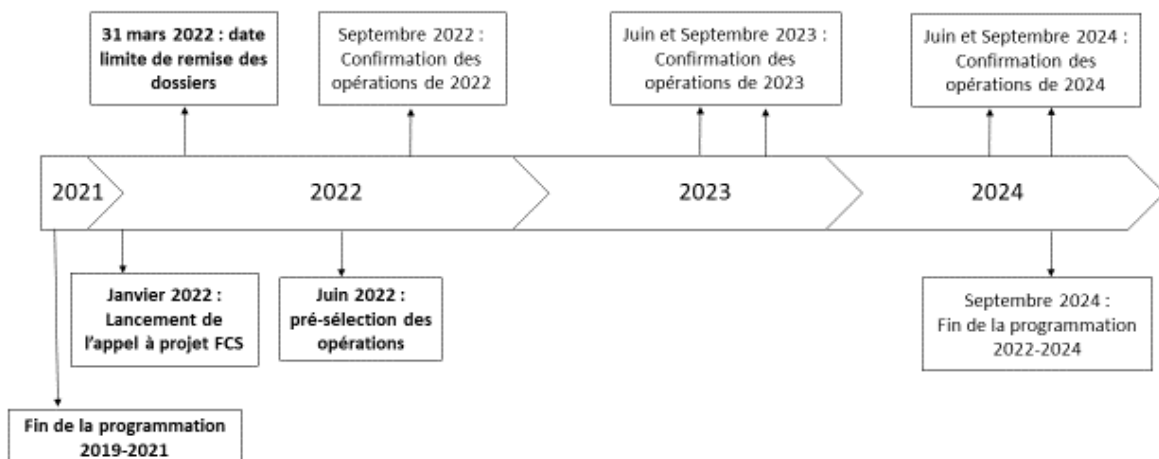


DÉMARRAGE DES TRAVAUX :

- ✓ Prise en compte des dépenses à partir de l'accusé de réception de dossier complet.
- ✓ Si le bénéficiaire souhaite commencer les travaux avant, il doit faire une demande d'autorisation de démarrage anticipé, dûment motivée.



SCHÉMA DE SYNTHÈSE DE LA PROCÉDURE DE MISE EN ŒUVRE DU FONDS CANTAL SOLIDAIRE :



Memento pour les communes de moins de 1 000 habitants (base population INSEE simple compte)

CRITÈRES (ÉLIGIBILITÉ OU INÉLIGIBILITÉ) :

- ✓ Les projets éligibles peuvent concerner : voirie, bâtiments publics, aménagement des espaces publics, eau potable, assainissement, acquisition de matériels techniques roulants et équipements associés.
- ✓ Projets non éligibles : dépenses courantes, dépenses de fonctionnement, acquisitions foncières, lotissements, opérations qui bénéficient déjà d'une subvention du Conseil départemental.
- ✓ Le taux de subvention ne peut dépasser 30%. Il peut être exceptionnellement bonifié dans la limite de 50% si le Département est le seul cofinancier de l'opération.
- ✓ Taux de subvention applicable aux projets d'eau et d'assainissement : se reporter au document «Dispositif d'accompagnement du Conseil départemental dans le domaine de l'eau potable et de l'assainissement».
- ✓ Montant prévisionnel des travaux : \geq à 5 000 € H.T.
- ✓ Travaux réalisés en interne : seules les dépenses HT d'achats de matériaux sont éligibles.

CONSTITUTION DU DOSSIER :

- ✓ **E-formulaire à remplir via le lien suivant** : <https://demarches.adullact.org/commencer/fonds-cantal-solidaire-2022-2024>

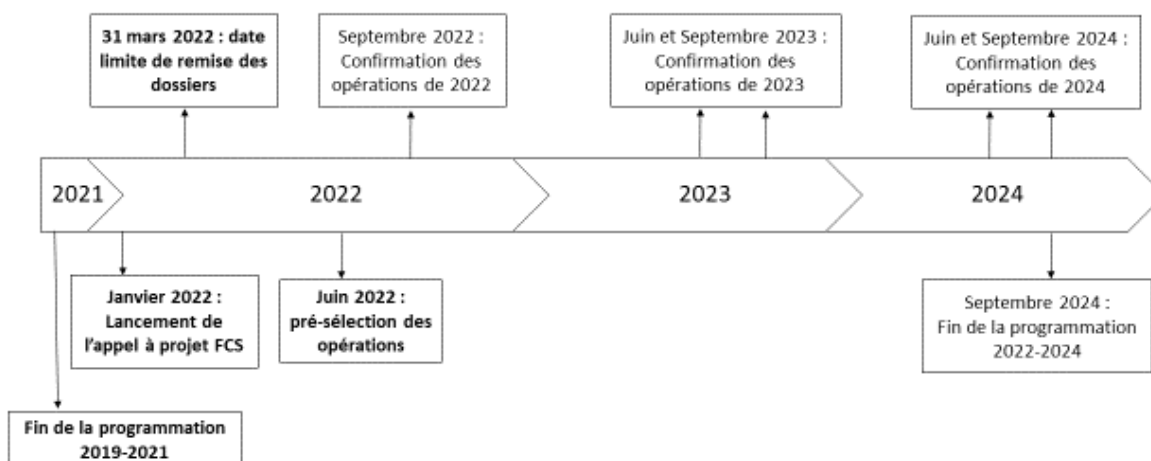
Pièces à joindre :

- ✓ délibération décidant le projet et précisant son plan de financement
- ✓ note de présentation et de motivation du projet (1 page)
- ✓ devis descriptif (impératif pour les dossiers déposés au titre du FCS 2022) ou estimation financière (pour les dossiers déposés au titre des FCS 2023 et 2024)
- ✓ plan cadastral (bâtiments) ou plan de situation (voirie et infrastructures)
- ✓ pour l'eau et l'assainissement :
 - . délibération justifiant d'un prix eau et/ou assainissement facturé à l'utilisateur supérieur à 1,65€ TTC/m³ sur la base d'une consommation-type de 120m³/an
 - . échéancier indicatif de réalisation
 - . cahier des charges et proposition retenue

DÉMARRAGE DES TRAVAUX :

- ✓ Prise en compte des dépenses à partir de l'accusé de réception de dossier complet.
- ✓ Si le bénéficiaire souhaite commencer les travaux avant, il doit faire une demande d'autorisation de démarrage anticipé, dûment motivée.

SCHÉMA DE SYNTHÈSE DE LA PROCÉDURE :





Dispositif d'aides financières du Conseil départemental dans le domaine de l'eau potable et de l'assainissement

2022-2027

Bénéficiaires

Communes, syndicats de communes, syndicats mixtes et établissements publics de coopération intercommunale compétents dans le domaine de l'eau potable et de l'assainissement.

Conditions générales

Les travaux ou équipements sont éligibles à une aide du Département si la tarification du service pour lequel une aide est sollicitée (assainissement ou AEP) fait apparaître un **prix facturé à l'utilisateur d'au moins 1,65 €/m³** sur la base d'une consommation-type de 120 m³/an (part fixe + part proportionnelle à la consommation, taxes et redevances comprises). Cette tarification doit être décidée au moment de la demande de subvention mais son application peut être différée au plus tard l'année de mise en service de l'équipement.

Les maîtres d'ouvrage doivent justifier de moyens adaptés d'exploitation et d'entretien de leurs équipements et, le cas échéant, mettre en œuvre des préconisations techniques recommandées par la Mission d'Assistance à la Gestion de l'Eau.

Toutes les aides sont attribuées sur la **base du coût hors taxes** des travaux et prestations.

Le renouvellement à l'identique d'équipements amortis ou le renouvellement d'installations n'ayant pas fait l'objet des entretiens nécessaires, sont considérés comme non prioritaires.

Les extensions de réseaux liées à de nouvelles zones d'habitat ou d'activités (besoins nouveaux) ne sont pas éligibles à ce dispositif d'aides financières du Département.

Le versement du solde des subventions est conditionné à la réception par les services du Conseil Départemental des plans de récolement (version informatique) des ouvrages et des infrastructures. Concernant les réseaux d'eau potable et d'assainissement, les plans de récolement doivent être conformes au Standard SIG Départemental dont le cahier des charges est téléchargeable à l'adresse : <https://www.cantal.fr/standard-departemental-sig/>. Après réception et validation, ces données sont intégrées au Web SIG <https://atlas.cantal.fr/>

1/ Alimentation en eau potable : opérations éligibles

Nature de la dépense	Taux de subvention maximum
<p>Travaux permettant une amélioration significative de la qualité de l'eau distribuée, tels que (liste non exhaustive) :</p> <ul style="list-style-type: none"> • travaux de protection et de réhabilitation des captages suite à Déclaration d'Utilité Publique, y compris acquisition de périmètres de protection immédiats (PPI) et travaux connexes dans le périmètre de protection rapproché (PPR) ; • interconnexions permettant la suppression de ressources de mauvaise qualité ou non protégeables, y compris ouvrages et équipements nécessaires ; • traitements de potabilisation et de désinfection ; • aménagements ou équipements permettant une diminution du temps de séjour de l'eau (suppression de réservoir, diminution d'une capacité de stockage, purge automatique, ...) ; • remplacement de canalisations génératrices de pollutions aux chlorures de vinyle monomères / hydrocarbures aromatiques polycycliques (CVM / HAP). 	30 %
<p>Travaux permettant une amélioration des rendements de distribution qui visent à atteindre l'objectif réglementaire imposé par le décret n°2012-97 du 27 janvier 2012 (65% + 1/5 ILC), tels que (liste non exhaustive) :</p> <ul style="list-style-type: none"> • installation d'équipements de sectorisation (vannes, compteurs, débitmètres, corrélateurs acoustiques, etc.) et de dispositifs de télésurveillance ou de télégestion ; • remplacement de tronçons de canalisations fuyards (en justifiant de leur non réparabilité) ; • installation d'équipements de régulation hydraulique (débits, pression) sur réseau ; • travaux d'étanchéification et de réhabilitation de réservoirs (étanchéité des cuves de stockage, remplacement des conduites corrodées et des équipements fuyards) ; • remplacement d'un ouvrage de stockage vétuste et fuyard (en justifiant de sa non réparabilité). <p>Travaux de sécurisation quantitative en cas de déficit constaté ou potentiel justifié.</p>	25 %
<p>Autres opérations, telles que (liste non exhaustive) :</p> <ul style="list-style-type: none"> • renouvellement de réseaux ; • création d'un nouveau réservoir ou d'une bâche de stockage ; • mise en sécurité des ouvrages existants (sécurité d'accès pour le personnel exploitant, mise en conformité des systèmes électriques, clôtures, huisseries, systèmes anti-intrusion...). 	10 %

Conditions particulières pour les aides aux travaux AEP :

Les captages doivent être réglementairement protégés. A défaut, la procédure de mise en conformité des périmètres de protection est engagée (délibération prise).

Hormis pour des travaux d'installation d'équipements de sectorisation, la collectivité doit disposer de compteurs généraux en tête de distribution permettant d'évaluer les performances des réseaux. Toute aide concernant la création ou la mise en exploitation d'une nouvelle ressource destinée à compléter la production (complément quantitatif) ou concernant une interconnexion de réseau, est conditionnée à un rendement minimum du réseau de 60 % ou un indice linéaire de perte inférieur à 2,5 m³/jour/km.

Le programme de travaux proposé doit être cohérent avec les conclusions du dernier diagnostic ou schéma directeur d'eau potable dûment validé (tel que prévu à l'article L2224-7-1 du CGCT).

La priorité est accordée aux actions de sécurisation qualitative et quantitative de la ressource.

2/ Assainissement collectif des eaux usées domestiques : opérations éligibles

Nature de la dépense	Taux de subvention maximum
Création ou réhabilitation de stations d'épuration de plus de 15 ans , y compris canalisation de transfert et dispositif de traitement des boues associé, permettant d'atteindre l'objectif de qualité du milieu récepteur.	30 %
Travaux permettant la suppression d'eaux claires parasites permanentes (ou parasites météoriques), faisant suite à un diagnostic de moins de 10 ans et réalisés dans l'ordre de priorité, tels que (liste non exhaustive) : <ul style="list-style-type: none">réhabilitation / remplacement de réseaux de collecte existants ;mise en séparatif, y compris travaux de mise en conformité des branchements privés dans le cadre d'une opération sous maîtrise d'ouvrage publique ;modification ou réhabilitation de déversoirs d'orage.	25 %
Travaux permettant d' améliorer le suivi du système d'assainissement , tels que (liste non exhaustive) : <ul style="list-style-type: none">installation d'équipements d'auto-surveillance réglementaire (sur stations d'épuration ou sur réseaux) ;installation d'équipements de mesure et de dispositifs de télésurveillance ou télégestion (sur stations d'épuration ou sur réseaux).	20 %
Autres opérations , telles que (liste non exhaustive) : <ul style="list-style-type: none">renouvellement de stations d'épuration de moins de 15 ans ou non impactantes pour le milieu ;création d'une installation de dépotage ;mise en place de pré-traitements ;création de bassins d'orage ;mise en sécurité des ouvrages existants : sécurité d'accès pour le personnel exploitant, mise en conformité des systèmes électriques, clôtures, huisseries, systèmes anti-intrusion...	10 %

Conditions particulières pour les aides aux travaux d'assainissement :

Il est rappelé que la collectivité doit disposer d'un diagnostic ou schéma directeur d'assainissement de moins de 10 ans (Arrêté du 21 juillet 2015 relatif aux systèmes d'assainissement collectif). Le programme de travaux doit être cohérent avec les conclusions du dernier diagnostic ou schéma directeur d'assainissement dûment validé.

Les travaux d'assainissement collectif doivent être compatibles avec le zonage d'assainissement en vigueur.

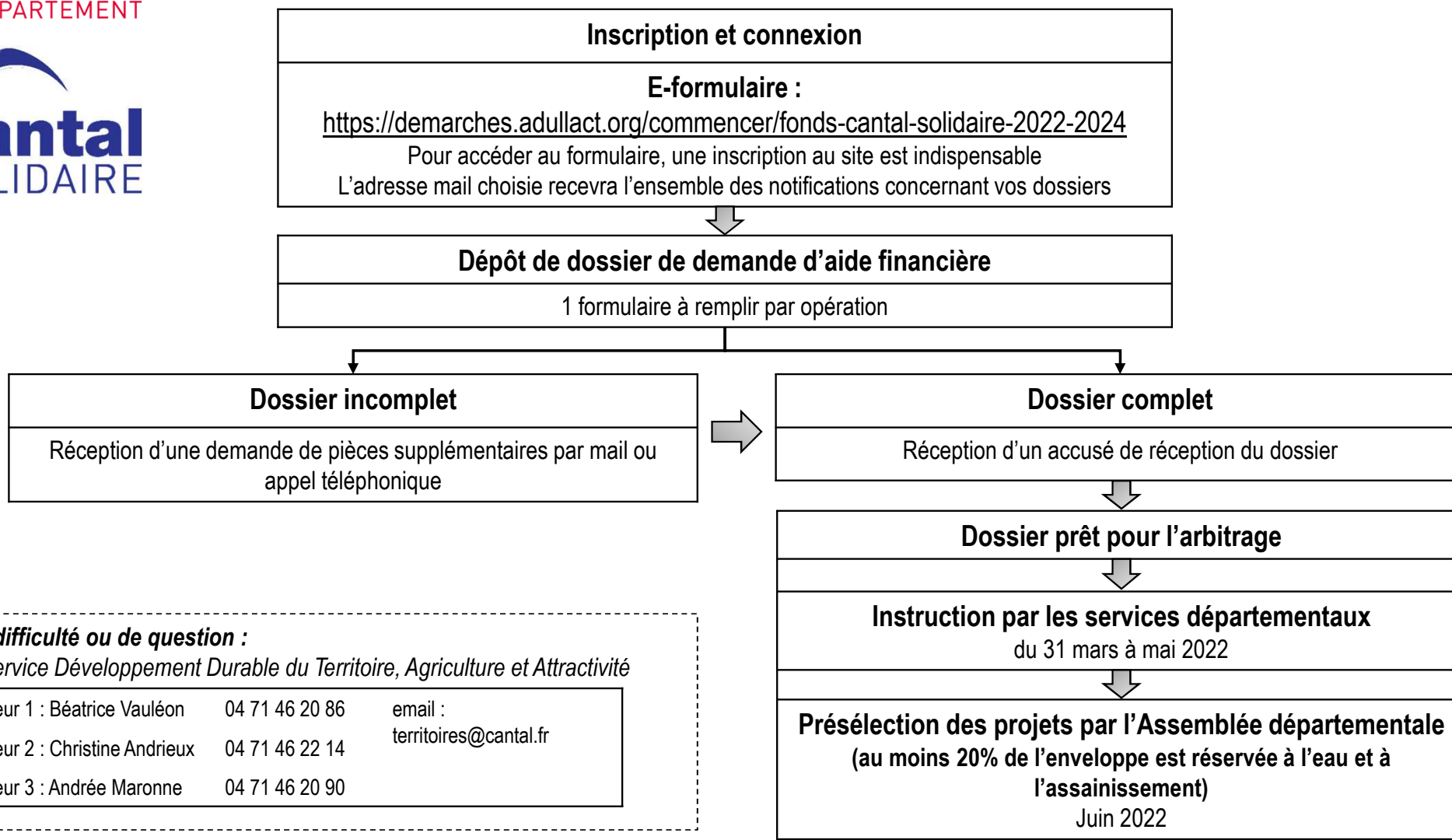
La priorité est accordée aux opérations de mise en conformité réglementaire des équipements de collecte et de traitement existants imposés aux collectivités.

Peuvent également être pris en compte les travaux sur les équipements de traitement ou réseaux non concernés par une mise en conformité réglementaire mais concourant à une réduction significative de l'impact environnemental, lorsqu'ils s'intègrent dans un programme d'ensemble, notamment les opérations qui sont inscrites comme répondant à un impact fort sur le milieu naturel dans le programme d'un SAGE, contrat territorial ou contrat de bassin en cours.



PROCÉDURE DE DÉPÔT : FONDS CANTAL SOLIDAIRE 2022-2024

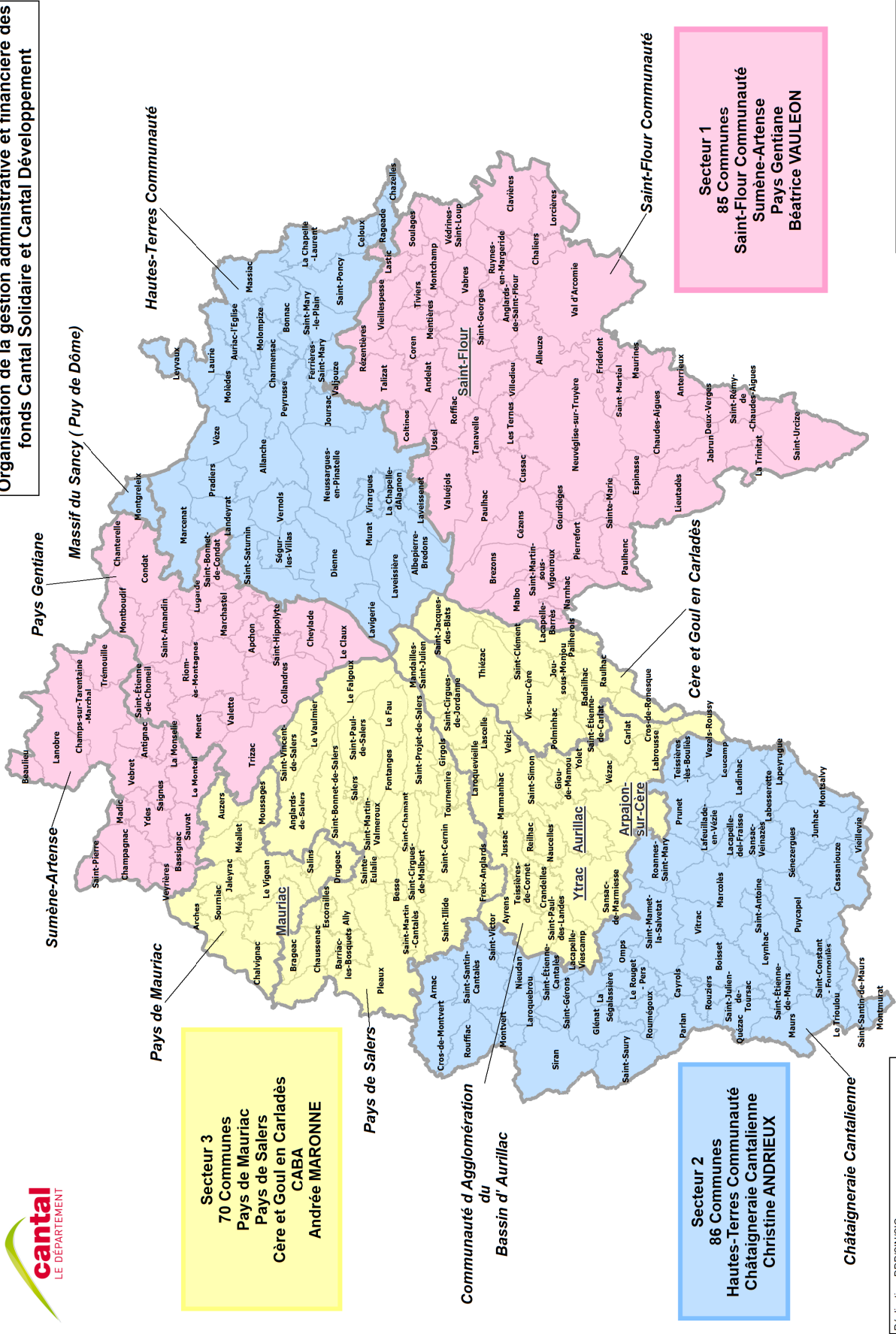
Remise des candidatures : jusqu'au 31 mars 2022



En cas de difficulté ou de question :

Contact : Service Développement Durable du Territoire, Agriculture et Attractivité

- | | | |
|----------------------------------|----------------|----------------------------------|
| - Secteur 1 : Béatrice Vauléon | 04 71 46 20 86 | email :
territoires@cantal.fr |
| - Secteur 2 : Christine Andrieux | 04 71 46 22 14 | |
| - Secteur 3 : Andrée Maronne | 04 71 46 20 90 | |



1 Communauté d'Agglomération
8 Communautés de communes

Communes non concernées par FCS et CCD

Echelle : 1:500000

Réalisation: DDP/SIN/SIG
Sources: Service Développement Durable du Territoire
Agriculture et attractivité (1/2022)